

Nouveaux affrontements au Maroc

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Ministre des Affaires étrangères français

Jean-Yves Le Drian en visite demain en Algérie

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4196 - Dimanche 11 juin 2017 - Prix : 10 DA

RND

Les mises au point de Ouyahia

Page 24

Mesures durant le mois de ramadhan
Le ministère de la Santé recommande de se protéger de la canicule

Page 4

760 000 candidats à partir d'aujourd'hui à l'épreuve

Un Bac sous haute surveillance

Béjaïa
Le wali reçoit les députés et sénateurs

Page 3

Commerce
Les marchés spécifiques du ramadhan très prisés pour les prix pratiqués

Page 4



PH/D. R.

La journée d'aujourd'hui marque le début des épreuves du Bac pour des milliers de lycéens. En effet, le jour J que l'on croyait encore loin est déjà là ! Avec lui son lot de stress, de trac et de peur de l'échec. Le coup de starter du baccalauréat 2017 sera donné aujourd'hui dans les centres d'examen. [Lire page 2](#)

Douanes
Dispositif de facilitation pour les voyageurs durant l'été

Page 4



Maison de la culture Ali-Zaâmour de Bouira
Lounis Aït Menguellet enflamme la scène

Page 13

760 000 candidats à partir d'aujourd'hui à l'épreuve

Un Bac sous haute surveillance

■ La journée d'aujourd'hui marque le début des épreuves du Bac pour des milliers de lycéens. En effet, le jour J que l'on croyait encore loin est déjà là ! Avec lui son lot de stress, de trac et de peur de l'échec. Le coup de starter du baccalauréat 2017 sera donné aujourd'hui dans les centres d'examen.

Par Meriem Benchaouia

Plus de 761 000 candidats, à travers le territoire national, prendront ce matin le chemin des lycées afin de brüquer cette clé qui leur ouvrira grand les portes de l'université. Cinq jours durant, ils devront subir des épreuves. L'année dernière, plusieurs sujets ont fuité quelques heures avant le début de l'examen. Les autorités ont été contraintes de refaire les épreuves de certaines filières. Près de 50% des candidats ont dû prendre part à une seconde session. Cette édition s'annonce sur fond de craintes de la tutelle qui redoute d'ores et déjà le spectre du triste feuilleton des tricheries qui ont marqué les années précédentes. Les épreuves de cette année seront donc placées sous haute surveillance pour éviter les fuites et les fraudes qui avaient perturbé, ces dernières années, leur fonctionnement et mis à nu les archaïsmes d'un examen qui n'est plus adapté à l'ère du numérique. Il faut dire que les efforts consentis par le ministère de l'Education nationale dans le cadre de la lutte contre la fraude n'arrivent toujours pas à éradiquer ce phénomène, une réalité du terrain amère à laquelle fait face le département de Benghebrît. La première responsable du secteur donnera le coup d'envoi des épreuves dans les wilayas de Guelma et Souk Ahras. Les statistiques du ministère de l'Education indiquent que le total des candidats concernés par cette session est de

761 701, en baisse de 56 817 comparativement à la session de 2016 qui a vu la participation de 818 518 élèves. Sur le total inscrit, 491 298 sont des candidats scolarisés et 270 403 postulent en candidats libres, ce qui représente 35,50% du nombre global alors que le nombre de filles inscrites à ces épreuves représente 54,71%. La ministre de l'Education avait rassuré que les mêmes procédures en vigueur seront appliquées lors de cette session avec la possibilité de choisir entre deux sujets dans chaque matière, précisant que les candidats bénéficieront de 30 minutes supplémentaires. Pour ce qui concerne les résultats des examens, Mme Benghebrît a annoncé qu'ils seront rendus publics le 15 juillet.

Aucune possibilité de fraude, selon le département de Benghebrît

Tous les moyens sont déployés pour qu'aucune fuite ne puisse avoir lieu. C'est du moins ce qu'affirment les responsables du département de



PH.D.R.

l'Education nationale. Afin de préserver la crédibilité de l'examen du baccalauréat et de garantir le principe de l'égalité des chances entre les candidats, la ministre a souligné que des mesures nécessaires avaient été prises pour sécuriser l'opération à travers «un protocole extrêmement long et très pointu qui sera mis en œuvre au niveau local avec la contribution des services de sécurité». Elle a précisé que la sécurisation de cet examen commençait au niveau de l'Office national des examens et concours (Onec) qui a bénéficié cette année d'«une remise à niveau» grâce aux moyens financiers consentis par les pouvoirs publics. Parmi les mesures visant à sécuriser le déroulement de l'examen figurent l'interdiction des téléphones portables, des outils numériques, des écouteurs, des antisèches, etc. S'agissant des sanctions prévues contre les candidats coupables de triche, la ministre avait indiqué que les sanctions variaient entre 5 ans d'exclusion pour les candidats scolarisés et 10 ans pour les candidats libres.

La Gendarmerie nationale a élaboré pour la circonstance un plan de sécurité spécial pour ces examens en mobilisant les moyens humains et matériels pour le bon déroulement des épreuves. Les centres d'impression des sujets des épreuves seront ainsi sécurisés et les brigades de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale renforcées au niveau des différentes routes nationales, communales et de wilaya, notamment celles débouchant sur les zones urbaines avant et pendant le déroulement des examens. Dans le même cadre, la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mis en place un dispositif de sécurité à l'occasion des examens de fin d'année scolaire 2016/2017, tous paliers confondus, et dont la mise en exécution était confiée à des brigades au niveau des sûretés des 48 wilayas. Ce dispositif repose sur la mobilisation des services de la police pour sécuriser les centres d'examen pour les trois paliers (primaire, moyen et secondaire) dans les régions urbaines à travers l'ensemble du territoire

national, et comporte des mesures sécuritaires pragmatiques visant à garantir la fluidité routière et faciliter le trafic au niveau des grands axes menant vers les centres d'examen, outre les équipes de sécurité spécialisées chargées de l'escorte et la sécurisation des sujets et les copies vers les centres de correction. De son côté, la Protection civile est mobilisée pour la circonstance avec ses services techniques de prévention qui ont effectué des visites au niveau de l'ensemble des établissements scolaires désignés pour accueillir les examens afin de veiller à la conformité des normes de sécurité et garantir la protection des utilisateurs.

Entre stress, angoisse et espoir

Sereins ou inquiets, tous attendent maintenant avec impatience le début des épreuves. Une étape déterminante pour la suite de leur scolarité. Le chemin paraît long et parsemé d'embûches mais la volonté d'y parvenir n'a d'égal que cette folle joie de revenir sur ses pas pour découvrir son nom sur la liste des lauréats. Toutefois, échouer au baccalauréat n'est certes pas très réjouissant, mais ce n'est pour autant pas la fin du monde. Quel crédit alors accorder à ce diplôme ? Il n'est pas rare d'entendre dire que le Bac perd de sa valeur chaque année. S'il est obligatoire encore aujourd'hui pour entreprendre des études supérieures, certains pensent qu'il ne prépare pas au milieu professionnel. Pour d'autres «ne pas l'avoir est un inconvenient». Tout en reconnaissant la valeur et l'importance de ce diplôme, ils sont nom-

breux à s'interroger sur le modèle d'orientation en vigueur en Algérie. Pour certains, le baccalauréat, même sans avoir excellé dans l'épreuve, sert à ouvrir des portes, en témoigne ce lycéen : «Arrêtez de dire que le Bac ne sert à rien ! Pour ceux qui ne l'ont pas, ça représente quand même un handicap», note-t-il. «Je n'ai pas le droit à l'erreur, mon avenir est suspendu aux notes que j'obtiendrais», estime Nada, une candidate qui vise médecine. «C'est simple, je stresse car j'ai peur de ne pas avoir révisé tout le programme pour être prête. Alors j'ai tous les symptômes du stress !», a-t-elle confié. En effet, plus leurs résultats seront excellents et plus leurs chances de voir leur premier vœu d'orientation se réaliser. Pour sa part, Yanis espère avoir une moyenne plus élevée que l'année précédente, «il faut que ma moyenne s'élève au moins à 14».

Autrement, le jeune devra se contenter d'un parcours moins renommé. «L'année passée j'ai obtenu une moyenne de 11, mais c'était insuffisant pour espérer aller dans une grande école. Je me suis retrouvé à la Fac de droit avec des personnes qui n'avaient eu que 10 de moyenne au Bac», explique-t-il. Parce qu'ils ne veulent pas retenter leur chance ou tout simplement pour se rassurer, certains candidats n'hésitent pas à dénigrer le certificat de fin d'études secondaires. «Le Bac ? Il sert à finir au chômage tout simplement, car ce qu'on a appris toutes ces années ne sert à rien dans le monde du travail», commente Samy qui passe son Bac session lettres. Selon lui, «un simple diplôme de terminale qui ne prépare pas l'accès à l'université». Il permettrait plutôt «de se frayer un chemin vers la faculté sans disposer pour autant des capacités nécessaires pour la maîtrise de ces études», ajoute-t-il. Sur la même longueur d'onde, mais moins radical, Ahmed pense que le Bac ne fait plus figure de voie royale : «Les formations professionnelles sont, de mon point de vue, bien plus intéressantes pour arriver à avoir un emploi et se faire connaître dans le milieu du travail». Il en vient même à estimer que ce diplôme peut servir «à avoir moins de possibilités de travail». Par ailleurs, la phobie des cours non dispensés s'empare chaque année des lycéens mais la tutelle a tenu à rassurer les candidats que les sujets d'examen ne porteront que sur les cours dispensés en classe et à travers tous les lycées. Aussi, les enseignants chargés de l'élaboration des sujets ont été instruits de prendre comme «référence» le niveau de l'élève moyen. Voilà qui est rassurant pour les postulants auxquels nous souhaitons bonne chance !

M. B.

Plus de 3 700 détenus aux épreuves du baccalauréat

3 710 détenus se présentent dès aujourd'hui aux épreuves du baccalauréat 2017, au niveau de 42 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Education nationale comme des centres d'examen officiels, a annoncé, hier, le ministère de la Justice dans un communiqué. «L'examen se déroule sous la supervision de l'Office national des examens et concours (Onec) et l'encadrement des personnels du secteur de l'Education nationale conformément aux dispositions de la Convention conclue entre les ministères de la Justice et de l'Education nationale», ajoute le communiqué. Le ministère de la Justice précise que les candidats au baccalauréat et au BEM ont bénéficié de séances de préparation psychologique et de conseils et orientations pendant les révisions par des psychologues relevant du secteur pénitentiaire. R. N.

La violence et les tensions continuent de secouer Al-Hoceïma

Nouveaux affrontements au Maroc

■ Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont éclaté dans la nuit de vendredi à samedi à Imzouren, une localité de la province d'Al-Hoceïma, dans le nord du Maroc, ont rapporté des médias.

Par Yacine Djadel

Ces affrontements ont commencé vers 00h00 heure locale dans un quartier reculé de la ville. De nouvelles tentions entre manifestants et forces de l'ordre ayant survécu après que les policiers aient quadrillé le centre de la localité et empêché les insurgés de se rassembler, ont affirmé des activistes locaux, cités par des médias. Des dizaines de jeunes ont lancé des pierres aux forces anti-émeutes, qui ont notamment tiré des grenades lacrymogènes, selon l'AFP. Ces violences, dont on ignore le bilan, ont cessé vers 02h00, heure locale. Toutefois, une cinquantaine de véhicules de police étaient déployés dans toute la ville. Pour rappel, il y a une semaine, des violences avaient déjà opposé policiers et manifestants dans cette petite localité du Rif, située à une quinzaine de kilomètres au sud-est d'Al-Hoceïma. Une région épicentre et bastion du «hirak» la mouvance, le mouvement populaire qui revendique depuis des mois le développement du Rif, une région qu'il juge



marginalisée. Encadrés par un important dispositif policier, les manifestants ont réclamé la libération des activistes récemment arrêtés. Le chef du mouvement Nasser Zefzafi, interpellé le 29 mai et accusé aujourd'hui d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, a été la cause principale de cette vague de colère et de contestation qui s'est accentuée au Maroc dans la région du Rif. Quelque 1 000 à 2 000 per-

sonnes, principalement des jeunes et des femmes accompagnées parfois d'enfants, se sont rassemblées pacifiquement vendredi soir dans le quartier Sidi Abed à Al-Hoceïma. Une action d'opposition permanente en réponse à l'arrestation subite du leader Nasser Zefzafi. Un meneur qui rappelle-t-on très apprécié dans le Rif à cause de son engagement manifeste contre toute forme d'inégalité

sociale et mise à l'abandon dans la région. Ce rassemblement s'est terminé peu avant minuit, avec le nettoyage des lieux par les participants. Depuis fin mai et l'arrestation des principaux meneurs du «hirak», les manifestations – qui ont lieu de nuit pour cause de ramadhan – sont quotidiennes à Al-Hoceïma et Imzouren. Du côté des autorités, après des accusations de violence policière lors

des gardes à vue, le roi du Maroc Mohammed VI a ordonné que les présomptions de tortures et de mauvais traitements fassent l'objet d'enquêtes. Le Chef du gouvernement est par ailleurs attendu dans les prochains jours à Al-Hoceïma. Pour ce qui est de l'ampleur de la situation, il est à savoir que plusieurs autres débuts d'insurrections ont eu lieu un peu partout dans les villes marocaines. Celles-ci ont été également réprimées par le gouvernement. Selon un spécialiste marocain de ces questions, Aboubakar Jamaï, professeur de relations internationales à l'Institut américain universitaire d'Aix-en-Provence, les raisons profondes de ces vents de tension sont plus d'ordre socio-économique que politique. «Des jeunes à l'origine misérables et demandeurs d'emploi qui sont sortis dans les rues crier leur ras-le-bol. Par la suite, ça a pris une autre tournure. Mais ce qui est admirable c'est leur pacifisme dans une région où la plupart des gens souffrent de misère», a-t-il fait comprendre en substance lors de son passage récemment à la chaîne française france24. Le Maroc fait face à un désespoir social et économique, a-t-il ajouté. Il explique que même le printemps arabe de 2011 a été porté par la colère de ces milliers de jeunes qui veulent du changement. La lutte identitaire et même politique vient en second lieu. En somme, il est clair que les affrontements actuels qui ne décollent pas au Rif marocain, risquent dans les jours à venir de poser de sérieux problèmes et perturber gravement le pays.

Y. D.

Messahel y prend part à Abuja

16^e réunion ministérielle Afrique-Pays nordiques

Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères prend part à la 16^e réunion ministérielle Afrique-Pays nordiques qui se tient les 9 et 10 juin à Abuja (Nigeria). Cette réunion qui regroupe les ministres des Affaires étrangères de quinze pays africains et des cinq pays nordiques, se tient sous le thème «assurer un développement durable à travers l'investissement». Ce Forum constitue un cadre d'échange de vues et d'expé-

riences sur des questions concernant la paix et la sécurité, le développement durable et le partenariat entre les pays nordiques et l'Afrique. Dans le cadre de sa thématique principale, cette rencontre abordera quatre sous-thèmes importants relatifs à la paix et la sécurité, la promotion du commerce et de l'investissement, la coopération dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie minière ainsi que l'égalité du genre et des

droits de l'Homme. A l'issue de cette rencontre, les ministres «devront arrêter un certain nombre de mesures à même de renforcer la coopération qui existe entre les deux ensembles en vue de faire face aux défis communs liés à la paix et au développement durable». En marge de ce Forum, M. Messahel aura des entretiens bilatéraux avec certains chefs de délégations participantes.

R. N.

Béjaïa

Le wali reçoit les députés et sénateurs

Les députés et sénateurs de la wilaya de Béjaïa ont été invités mercredi dernier par le wali. Il s'agit de faire les présentations, autrement dit le premier contact entre les élus nationaux et le wali. Une manière de les tremper dans le bain et s'impliquer pleinement pour travailler ensemble à résoudre les nombreux problèmes dont souffre la wilaya et relever aussi les nombreux défis qui se posent à elle. Ce premier contact était nécessaire et fructueux, selon les convives qui ont apprécié cette marque d'attention. Le wali

a félicité à cette occasion les parlementaires fraîchement élus et leur a souhaité un bon parcours à l'Assemblée populaire nationale. Le rendez-vous a été marqué par un débat autour du développement de la wilaya. Tout le monde était animé par la volonté d'apporter sa pierre à l'édifice. Le wali était à l'écoute des propositions et idées de ses invités. Il a appelé ces derniers à travailler ensemble avec comme seul objectif d'arriver à faire de la wilaya un exemple. «Tous ensemble pour Béjaïa». Un slogan auquel ont adhéré les

présents. Mohamed Hattab a insisté sur «la nécessité de conjuguer les efforts et donner un souffle à la wilaya afin de retrouver la place qui devrait être la sienne sur le plan économique, au niveau national». Il s'est résolument engagé à ne ménager aucun effort pour réussir sa mission au service du développement de la wilaya. Les parlementaires se sont engagés de leur côté à apporter aide et assistance et intervenir à chacune des étapes pour aider à débloquent des situations pour avancer et écarter les obstacles du

chemin. A titre de rappel, des élections législatives du 4 mai dernier à Béjaïa, il en résulte 12 élus parlementaires issus de plusieurs tendances politiques: FFS (4 sièges), FLN (2 sièges), RCD (2 sièges), RND (1 siège), Front El Mostakbal (1 siège), RPR (1 siège) et Initiative citoyenne (1 siège). A noter que toutefois la défection à ce rendez-vous de trois élus (Chafaâ Bouaïche du FFS, Khaled Tazaghart du Front El-Moustakbal et Zina Ikhlef du RPR) qui se sont excusés, nous dit-on.

Hocine Cherfa

Baccalauréat à Béjaïa

Des mesures pour éliminer toute tentative de copiage

Plusieurs mesures ont été prises par la direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa pour éviter le copiage et les tentatives de triche des candidats. Il s'agit «de sécuriser l'examen du baccalauréat et parer à toute tentative de triche et toute menace de déstabilisation de cet examen», indique la cellule de communication de la direction de l'éducation. Pour ce faire, chacun des 62 centres d'examen répartis sur le territoire de la wilaya sont dotés d'un brouilleur de téléphone por-

table, de détecteurs de métaux, de caméras et de groupe électrogène. Ces mesures sont à même d'éviter d'utiliser les réseaux internet et les réseaux sociaux pour arriver à copier les solutions des exercices des épreuves. Concernant la préparation de l'examen, la direction de l'éducation a entamé les préparations depuis le début de l'année scolaire en cours et tous les moyens aussi bien matériels qu'humains sont mobilisés pour le bon déroulement de cet examen, ajoute

notre source. Les autorités locales à leur tête les chefs de daïra et les maires sont pleinement engagés dans le processus de préparation et d'organisation des examens en matière de logistique et aussi dans la réunion des meilleures conditions possibles pour le bon déroulement des épreuves. Ainsi, ils sont 19 762 candidats dont 11 028 filles et 5 445 candidats libres dont 2 600 filles à se présenter ce matin pour leur troisième examen de leur cursus scolaire. Les 12 624 candidats

sont répartis sur 62 centres d'examen et encadrés par 5 303 agents et surveillants et encadreurs. Aussi, 31 candidats sont issus des différentes écoles privées agréées au niveau de wilaya, ceci aux côtés de quelque 23 candidats aux besoins spécifiques recensés cette année. «Ces derniers seront pris en charge dans les centres d'examen où ils bénéficieront de l'assistance nécessaire en application de la réglementation en vigueur», fait-on observer.

H.C.

Douanes Dispositif de facilitation pour les voyageurs durant l'été

PLUSIEURS mesures de facilitation ont été prises par la Direction générale des douanes (DGD) pour les voyageurs durant la saison estivale 2017, a appris l'APS auprès de responsables des douanes. Ce dispositif de facilitation a été mis en place dans le cadre de la promotion du service public douanier, notamment dans ses aspects concernant les voyageurs, souligne la même source. Ainsi, la procédure d'établissement du Titre de Passage en Douane (TPD) à bord des car-ferries sera reconduite avec, comme nouveauté, l'augmentation du nombre des agents affectés aux brigades navigantes des douanes afin d'assurer une meilleure prestation de service. Cette procédure concerne également, cette année, les véhicules quittant l'Algérie, précisent-ils. La DGD a également mis en place un couloir vert destiné aux familles, aux personnes à capacité réduite et aux personnes âgées leur permettant de bénéficier d'un traitement privilégié et d'accélérer leur passage au niveau des postes frontaliers. En outre, le dispositif prévoit le renforcement des services des douanes aux ports, aux aéroports et aux postes frontaliers terrestres, en effectifs, lesquels ont bénéficié de séminaires et de formations sur les techniques d'accueil. D'autre part, une ligne téléphonique spéciale (023 50-12-12) sera mise en service pour être dédiée à l'information aux voyageurs durant la saison estivale 2017, dénommée «Infos douane services». Par ailleurs, une rubrique, dénommée «voyageurs», a été mise à jour et mise en ligne sur le site web de la DGD, qui comporte toute la réglementation afférente aux flux de voyageurs à l'entrée ou à la sortie du territoire national, la liste des marchandises interdites à l'importation et à l'exportation ainsi que des informations relatives à l'éligibilité à la taxation forfaitaire. Les voyageurs auront aussi la possibilité de télécharger le formulaire de la déclaration de devises et objets de valeur. Par ailleurs, concernant la communauté nationale établie à l'étranger, une opération de communication «Off-shore» a été initiée par les Douanes. Quant aux nationaux de passer leurs vacances en Tunisie, ils auront la possibilité de procéder électroniquement, durant la saison estivale, à l'accomplissement de la procédure du Titre de Passage en Douanes (TPD) via le site internet des douanes algériennes (e-TPD) et ce, à partir du 18 juin.

F. G.

Mesures durant le mois de ramadhan

Le ministère de la Santé recommande de se protéger de la canicule

■ Le ministère de la Santé a recommandé hier aux citoyens de se protéger de la canicule, à travers une série de mesures à prendre, notamment durant le mois de ramadhan, en raison du pic saisonnier de la température.

Par Ammar T.

Précisant que la population la plus vulnérable est constituée des enfants en bas âge, des personnes âgées et des malades chroniques, le ministère de la Santé rappelle que les précautions à prendre consistent à éviter de sortir aux heures les plus chaudes de la journée et qu'en cas d'impératifs, ne pas omettre de porter des vêtements légers et amples et de rester à l'abri d'une exposition «prolongée» au soleil. Les citoyens sont invités également à boire suffisamment d'eau entre le f'tour et le s'hour, en évitant les boissons très sucrées ou à forte teneur en caféine. De même qu'à fermer les volets et les rideaux des façades des logements exposés au soleil en les maintenant fermés tant que la température extérieure est «supérieure» à celle de l'intérieur, à ne pas s'adonner aux activités extérieures (sports, jardinage, bricolage...) et dans la mesure du possible, à prendre plusieurs douches par jour. Ils sont, en outre, appelés à être «alertés», en cas de forte chaleur, par des symptômes comme les maux de tête, l'envie de vomir, la soif intense, une peau anormalement



chaude, rouge et sèche ainsi qu'une confusion mentale. Dans ce cas, le ministère invite les citoyens à «agir rapidement», en appelant les secours (SAMU, Protection civile) en attente desquels, il est recommandé de transporter la personne présentant l'un de ces symptômes dans un «endroit frais», de la «faire boire», de l'asperger d'eau fraîche (ou la couvrir avec un linge humide) et enfin de l'éventer (l'aérer). Le département de

la Santé rappelle que la Direction générale des Services de santé a mis en place une organisation «spécifique» pour la prise en charge des effets induits par la canicule, comprenant notamment : l'élaboration d'une fiche technique relative à la conduite à tenir devant un «coup de soleil» ou «une complication» due à la chaleur, la présence effective des personnels des urgences, l'identification de lits de réanimation dédiés à ces cas et enfin, la

«disponibilité effective d'un stock» de produits pharmaceutiques spécifiques, y compris les fluides médicaux. Par ailleurs, un dispositif d'information et de communication, à destination du grand public et des professionnels de la santé, a été mis en place pour toute la saison estivale, à travers le développement d'actions de communication de proximité, en collaboration avec le mouvement associatif et les radios locales.

A. T./APS

Commerce

Les marchés spécifiques du ramadhan très prisés pour les prix pratiqués

Les marchés spécifiques installés spécialement durant le ramadhan attirent de plus en plus de ménages dont essentiellement ceux à faible revenu, qui viennent s'approvisionner en produits alimentaires et habillement à des prix relativement moins élevés, a constaté l'APS dans plusieurs de ces marchés de la région algéroise. Les gens affluent quotidiennement au marché aménagé à l'esplanade du siège de l'UGTA (Place du 1er mai) où une soixantaine de chapiteaux sont dressés avec des affiches «Consommons algérien», proposant des gammes variées de produits alimentaires. Les prix appliqués sont généralement inférieurs de 15% à 25% par rapport à ceux des marchés ordinaires ou ceux des grandes surfaces commerciales et superettes. «Ce marché est devenu une tradition ramadhanesque pour une grande partie des Algérois, notamment ceux des quartiers de Sidi M'hamed, Belouizdad, Hussein Dey, des Anassers ou d'El Madania, qui viennent pour s'approvisionner à moindre coût», relève un client habitué, à chaque ramadhan, à se rendre à ce marché occasionnel. «Les prix sont accessibles, notam-

ment ceux des fruits et légumes, les céréales, les produits laitiers et les boissons, avec une offre abondante même pour certains produits qui connaissent parfois des ruptures d'approvisionnement tels que le lait en sachet», observe un résident de Hussein Dey. Ainsi, la pomme de terre est cédée à 35 DA/kg, la tomate à 30 DA, le piment doux à 70 DA, l'oignon à 30 DA, la laitue et l'aubergine à 50 DA, alors que pour les fruits de saison, les abricots sont vendus à 80 DA/kg, les fraises à 150 DA/kg, la pastèque à 45 DA/kg et le melon à 80 DA/kg. La forte présence de la plupart des offices interprofessionnels alimentaires tels que l'Office national des légumes et viandes (ONILEV) et l'Office national interprofessionnel des céréales (OAIC), à travers plusieurs chapiteaux, est l'une des caractéristiques de cette manifestation commerciale. Les visiteurs sont d'ailleurs unanimes à affirmer que ces offices contribuent fortement à réguler les prix et à satisfaire la forte demande en matière de céréales (farine, semoule, orge, levure chimique...), de viandes, légumes et fruits, qui sont les produits les plus fortement consommés durant le mois

sacré. Un vendeur dans le chapiteau du groupe public AGRO-DIV assure que les prix d'une large variété de produits sont inférieurs de 20% à 25% par rapport aux prix des autres marchés, «ce qui draine un grand nombre de personnes pour s'approvisionner chez nous». Quant aux viandes, il faut se rendre au chapiteau installé par la société publique Latraco (filiale du groupe de transformation et de conditionnement des viandes Sotraco) où la viande ovine locale est cédée à 1 200 DA/kg, un prix bien en-deçà de ceux pratiqués par les boucheries, oscillant entre 1 350 DA et 1 450 DA. «Ces marchés contribuent fortement à la stabilité des prix tandis que la spéculation n'a pas de place», se réjouissent plusieurs clients. Dans les étals du marché spécifique organisé au Palais des expositions (Pins maritimes), il est constaté que l'affluence est faible durant la matinée mais commence à prendre de l'ampleur dès le milieu de l'après-midi. Les produits alimentaires y côtoient également les vêtements, les produits d'hygiène et cosmétiques. «Les prix, comme je ne cesse de le remarquer, sont abordables», souligne une mère

de famille, le couffin à la main rempli de divers produits qui feront le bonheur de sa marmite. Les prix des fruits et légumes et des produits agroalimentaires dans cet espace dédié exclusivement à la vente de la production nationale «sont plus bas que ceux des autres marchés où je m'approvisionne régulièrement», relève un autre client. A titre d'exemple, le lait liquide en pack est cédé à 70 DA le litre, et le prix de trois packs de jus d'un litre chacun est à 200 DA pour les trois litres alors qu'un litre de jus est vendu à pas moins de 90 DA ailleurs, soit 270 DA pour trois litres dans les commerces ordinaires. La même tendance est constatée pour toutes les catégories de produits non alimentaires, à savoir les vêtements pour enfants, les produits d'hygiène et la vaisselle, qui sont cédés à des prix inférieurs de 10% à 20%. Plus d'une centaine de marchés spécifiques, dédiés à la vente des produits alimentaires de large consommation et d'habillement, ont été installés durant le ramadhan à travers 45 wilayas, dans le but de stabiliser les prix et de préserver le pouvoir d'achat des ménages à faible revenu.

Assia G.

Malgré des marchés stables

Hausse des prix mondiaux des produits alimentaires

■ L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que pour la première fois en trois mois, les prix mondiaux des produits alimentaires sont remontés en mai, et ce, de 2,2% par rapport à avril dernier et de 10% par rapport à mai 2016, a-t-elle indiqué sur son site web.



Par Salem K.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l'évolution des prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur les marchés internationaux : les céréales, les huiles végétales, les produits laitiers, la viande et le sucre. Pour tous ces groupes, des prix en hausse ont été signalés pour le mois de mai, à l'exception du sucre. Quant aux perspectives des produits alimentaires, la FAO avance que les prix mondiaux du blé devraient rester stables, en particulier au cours de la première moitié de la saison, tandis que la production de céréales secondaires devrait atteindre un niveau record,

accentuant ainsi la concurrence entre les principaux exportateurs. Les stocks de riz devraient également rester abondants, même si certaines réserves devraient connaître un déclin car certains exportateurs seront amenés à réduire leurs stocks publics, ajoute la même source. Selon le rapport, de 2016 à 2017, la production mondiale de produits protéagineux devrait connaître un bond spectaculaire grâce à des rendements exceptionnels des cultures de soja, ce qui permettra par ailleurs de réapprovisionner les stocks mondiaux. Les premières indications prédisent également un marché bien approvisionné pour 2017 et 2018, ce qui devrait en conséquence avoir une incidence sur les prix. D'autre part, pour la troisième année consécutive, la hausse de la production mondiale de viande devrait stagner, et ce, en raison d'un déclin anticipé en Chine, qui devrait avoir

pour effet de stimuler les importations en provenance des Etats-Unis et du Brésil, selon la FAO. En 2017, la production mondiale de lait devrait augmenter de 1,4% grâce à une croissance rapide en Inde. Les Perspectives de l'alimentation analysent de même l'impact que les liquidités pourraient avoir sur les hausses et les baisses des prix des produits alimentaires ces 20 dernières années, démontrant que les conditions mondiales de crédit influencent les prix de référence du maïs, du soja et du blé. Par ailleurs, le dernier Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales prévoit un ralentissement de 2,2% de la production mondiale de blé d'année en année, qui sera presque compensé par une hausse de 1,2% de la production mondiale de maïs (en particulier en Amérique du Sud et en Afrique australe) et une hausse de 0,7% de la production mondiale de riz.

Cependant, la production mondiale de céréales devrait baisser de 0,5% pour atteindre les 2 594 millions de tonnes. La FAO a également revu à la baisse ses prévisions pour le mois de mai concernant l'utilisation mondiale de céréales qui devrait, elle, atteindre les 2 584 millions de tonnes. Ainsi, la demande devrait être inférieure au volume de production et les stocks de céréales devraient s'élever à 703 millions de tonnes en fin de saison en 2018, soit une très légère augmentation par rapport au niveau record prévu pour cette année, selon le rapport. Dans ce contexte, il est indiqué que les prévisions concernant les stocks reflètent des mouvements importants en Chine, alors que le pays a décidé de réduire ses stocks de céréales secondaires et de renflouer ses entrepôts de blé et de riz. Dans l'ensemble, les stocks devraient néanmoins être abondants, selon la FAO. En outre, la hausse des frais de port et des importations plus importantes devraient contribuer à faire grimper la facture mondiale des importations alimentaires au-delà des 1 300 milliards de dollars cette année, selon la FAO, en hausse de 10,6% depuis 2016. Les factures des importations alimentaires des pays les moins développés, des pays à faible revenu et à déficit vivrier et des pays d'Afrique subsaharienne, sont sur le point d'augmenter encore plus rapidement en raison d'importations plus importantes de viande, de sucre, de produits laitiers et de produits protéagineux, constate la FAO. La hausse de la facture des importations devrait s'appliquer à toutes les catégories alimentaires, hormis le poisson pour qui la demande en provenance du marché national de nombreux pays en développement a

été satisfaite par une croissance soutenue des secteurs aquacoles locaux, souligne l'agence onusienne.

S. K./APS

Changes

L'euro recule face au dollar, la livre britannique sous pression

L'EURO reculait face au dollar toujours lesté par la révision à la baisse la veille des prévisions d'inflation en zone euro, tandis que la livre britannique souffrait après le résultat des élections législatives. L'euro valait 1,1191 dollar, contre 1,1215 dollar jeudi et 1,1263 dollar mercredi soir. La monnaie européenne montait un peu face à la monnaie japonaise, à 123,77 yens pour un euro contre 123,39 yens la veille. Le billet vert aussi se reprenait face à la devise japonaise, à 110,60 yens pour un dollar contre 110,02 yens jeudi. La livre, qui avait dégringolé jeudi soir après la publication d'un premier sondage à la sortie des urnes, restait en forte baisse face à l'euro, à 87,78 pence pour un euro contre 86,60 pence jeudi. Elle a même atteint 88,59 pence, son niveau le plus faible en sept mois. La monnaie britannique restait très affaiblie face au billet vert, à 1,2747 dollar contre 1,2950 dollar jeudi soir avant les premières projections. Elle est tombée à 1,2636 dollar, son niveau le plus faible en plus de sept semaines, soit depuis l'annonce d'élections surprise par la Première ministre britannique, Theresa May. «La livre s'est progressivement un peu éloignée du précipice, mais la devise reste en mauvaise posture après la secousse du résultat des élections législatives au Royaume-Uni», a commenté Connor Campbell, analyste chez Spreadex. De son côté, l'euro restait sous pression face au dollar, suite à la révision à la baisse des prévisions de la Banque centrale européenne (BCE) pour l'inflation en zone euro à l'issue de sa réunion de politique monétaire de jeudi. La monnaie suisse se stabilisait face à l'euro, à 1,0854 franc pour un euro, et baissait face au dollar, à 0,9699 franc pour un dollar. La devise chinoise a terminé en hausse face au billet vert, à 6,7980 yans pour un dollar contre 6,8003 yans jeudi. L'once d'or a fini à 1 266,55 dollars au fixing du soir, contre 1 273,10 dollars jeudi.

R. E.

Prix

Le pétrole ouvre à 45,73 dollars à New York

Les cours du pétrole ont ouvert très légère hausse, reprenant leur souffle à la fin d'une semaine durant laquelle ils ont dégringolé sous la pression de l'importance des stocks américains. Le prix du baril «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, avançait de 9 cents à 45,73 dollars sur le contrat pour livraison en avril au New York Mercantile Exchange (Nymex). Le marché reste sur la réserve depuis l'échec d'une tentative de rebond des prix jeudi. «Les prix sont sous la pression des chiffres du département américain de l'Energie (DoE) sur les stocks de mercredi qui ont montré une forte

hausse des stocks de pétrole brut et de produits raffinés, soulignant de nouveaux doutes sur l'efficacité de la réduction de la production de l'Opep», ont commenté les analystes de Commerzbank dans une note. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix autres pays se sont entendus pour réduire leur production jusqu'en mars 2018 mais le marché est à court de signes démontrant que cela permet de résorber l'excès d'offre qui plombe les cours. «Les exportations maritimes de pétrole ont été en hausse en mai, poussées par la production des pays non-membres de l'Opep

ainsi que par les deux pays de l'Organisation qui ont été exemptés d'un quota», ont ainsi relevé les analystes de Morgan Stanley. Certains producteurs, comme les Etats-Unis, ne sont pas tenus par cet accord, et deux pays de l'Opep, le Nigeria et la Libye, ont été dispensés de réduire leurs extractions du fait des troubles politiques qui pesaient sur leur production. La production nigérienne devrait d'ailleurs encore profiter de la reprise des activités de Shell au terminal pétrolier de Forcados dans le sud-est du pays. «Le résultat, c'est qu'il est probable que 200 000 à 250 000 barils supplémentaires par jour

parviennent sur le marché. Si c'est le cas, le Nigeria aura plus ou moins retrouvé sa production normale», ont continué les experts de Commerzbank. Pour la semaine à venir, «il pourrait y avoir toujours une pression à la baisse, surtout si l'on a de nouveaux chiffres peu engageants d'une manière ou d'une autre sur les stocks», a pronostiqué Kyle Cooper de IAF Advisors. Le marché essaie de déterminer si la première hausse des stocks en deux mois constatée cette semaine est une exception ou si elle est annonciatrice d'une tendance.

Safia T./Agences

Travaux d'extension du tramway de Constantine

Cosider assurera les prestations de l'entreprise espagnole déficitaire

■ L'entreprise publique Cosider a été désignée pour prendre en charge les prestations de l'entreprise déficitaire espagnole Isolux Corsan, engagée en consortium dans la réalisation de l'extension de la ligne du tramway de Constantine, a annoncé le président-directeur général de l'Entreprise Métro d'Alger (EMA), Omar Hadbi.

Par Lydia O.

Au cours d'une visite de travail au projet d'extension du tramway de Constantine, le même responsable qui était accompagné du président directeur général de Cosider, Lakhdar Rekhroukh a estimé que le groupe public Cosider qui cumule «une expérience avérée» en la matière se chargera de la réalisation «des ouvrages d'art et des plateformes prévues dans le cadre de ce projet», des lots initialement confiés à l'entreprise espagnole. M. Hadbi qui a exclu toute «incidence financière» pour ce projet a cependant indiqué que cette «modification» aura «un impact sur les délais de réception de ce projet». Il a ajouté que l'EMA et les autorités locales s'emploient à «minimiser au maximum ces délais». Dans ce sens, le même responsable a indiqué que l'extension de la ligne du tramway de Constantine en cours de réalisation entre la station de la cité Zouaghi-Slimane et la ville Ali-Mendjeli sera «réceptionnée par phase». La priorité, a-t-il ajouté est de livrer dans une première étape le



tronçon «jusqu'à l'entrée de la ville Ali-Mendjeli» (boulevard de l'indépendance), puis jusqu'à la station terminale en face de l'université Constantine 2 dans une phase ultérieure. Le même responsable a indiqué qu'une réunion-bilan sera tenue le mois de septembre prochain «pour fixer le calendrier de livraison des travaux et les moyens et mesures

à mettre en œuvre pour remédier à toute éventuelle contrainte». Qualifiant d'«appréciable» la cadence des travaux de réalisation de ce projet d'autant que les chantiers de déviation des réseaux d'Algérie Télécom et d'électricité a été entièrement parachevés, M. Hadbi a mis l'accent sur l'importance de la future ligne d'extension du tramway

dans l'amélioration des conditions de déplacement de la population. Sur une distance de 10,5 km, l'extension du tramway de Constantine, confiée pour réalisation au consortium composé du groupement français Alstom, la firme espagnole Isolux Corsan et le groupe Cosider pour un délai de 35 mois, prendra naissance à partir de l'actuel-

le station terminale de tramway de Zouaghi, jusqu'à l'université de Constantine 2 sur les hauteurs de la ville Ali-Mendjeli en passant l'université 3 Rabah Bitat, et le boulevard central de la ville Ali Mendjeli, a-t-on rappelé. Au démarrage des travaux, en septembre 2016, le délai de livraison de ce projet était prévu à la fin 2019, a-t-on noté. Le PDG de l'EMA a par ailleurs, annoncé la réception d'ici au mois de juillet prochain du tramway de Sidi Bel-Abbès et d'ici au mois de novembre 2017 du tramway de Ouargla. Il a ajouté que le tramway de Sétif dont les travaux seront, selon le même responsable, achevés «fin 2017», sera mis en service dans le courant du premier trimestre de l'année 2018.

L. O./APS

Chlef

Production de plus d'1,5 million qx de céréales et légumes secs

Une production prévisionnelle de plus de 1,5 million de quintaux de céréales et légumes secs est attendue dans la wilaya de Chlef, au terme de la campagne moissons/battages 2016-2017, dont le lancement officiel est intervenu à partir de la daïra de Boukadir. Selon le directeur des services agricoles de la wilaya, Mokhtar Belaid, cette campagne 2017 est en hausse comparative à la campagne écoulée, citant à l'origine une amélioration du rendement à l'hectare pour toutes les récoltes, grâce notamment à la mécanisation du secteur et au relèvement des superficies irriguées à 7 000 ha, a-t-il expliqué. Le même responsable a, aussi, signalé une extension des surfaces des

légumes secs (lentilles et pois chiche), grâce à la mise en valeur de toutes les terres de la région de Bouzeghaia, réputée pour ce type de cultures, portant ainsi la superficie ciblée par la présente campagne moissons battages à plus de 91 000 ha, dont 66.000 ha de blé dur. Le directeur de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya, Tahar Abboura a fait part de la mobilisation de tout les moyens susceptibles d'assurer le bon déroulement de cette campagne, dont la garantie d'une surface globale de stockage pour près de 517 000 qx de récoltes, à travers 11 points de collecte, extensibles au besoin. M. Abboura s'est, également, félicité de la hausse intervenue, cette

année, dans le rendement de certaines cultures, dont les lentilles et le pois chiche, dont les rendements ont atteint respectivement des fourchettes entre 21 et 24 qx/ha, pour le premier et 16 et 20 qx/ha pour le second, au moment où le blé tendre devrait atteindre un rendement de 16 qx/ha, et l'orge 14qx/ha. Le responsable a, également, signalé la location d'un nombre de dépôts par l'Office national des céréales, au niveau des zones reculées dans un objectif d'éviter aux agriculteurs les longs déplacements, et de leur assurer les meilleures conditions possibles pour le stockage de leur cultures.

Hatem D./agences

Blida

Plan spécial pour assurer l'approvisionnement en eau potable durant l'été

La direction des ressources en eau de la wilaya de Blida a mis en place un «plan spécial» pour assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable durant l'été, a annoncé son responsable. Présentant ce plan lors du conseil de wilaya, M. Rabah Ouissi a signalé la mise en service attendue début juillet prochain, au plus tard, d'un nombre de projets à fin d'éviter les coupures d'eau, particulièrement dans les communes de

l'est de la région, accusant un grand déficit en eau potable, à l'instar de Meftah, Larbaâ et Ouled Slama. Le responsable a expliqué le déficit en eau potable accusé par ces communes par un manque en ressources hydriques dans la partie est de la région. La wilaya de Blida s'appuie en grande partie sur les eaux souterraines pour son approvisionnement, au moment où se pose le problème du faible débit des forages que la wilaya

compte compenser par le lancement d'études relatives à un projet de transfert d'eau à partir de la station de traitement de Boudouaou, a-t-on soulevé. Selon M. Ouissi, les projets en question sont représentés par deux puits d'un débit de 1 720 m³/j, une station de pompage et une station de traitement dans le Grand Blida, qui une fois mise en service relèvera la moyenne de production d'eau de 20 000 m³/j à 30 000 m³/j. Des

forages d'eau sont, également, prévus dans la région est de la wilaya, dont quatre au profit de la commune de Larbaâ d'une capacité de 2 400 m³/j, trois dans la ville nouvelle de Bouinane (3 400 m³/j), et deux à Bouguera (2 200 m³/j). Deux réservoirs d'eau seront, en outre, opérationnels, début juillet prochain, dans les daïras de Larbaâ (2 500 m³/j) et Boufarik (500 m³/j).

K. L./APS

Laghouat Attribution de 100 logements promotionnels aidés

CENT UNITÉS de logements de type promotionnel aidé (LPA) ont été attribuées dans la soirée de jeudi à leurs bénéficiaires dans la commune de Laghouat, a-t-on constaté. Ce quota de logements, localisé au quartier Oasis-Nord, figure parmi un programme de 700 logements LPA accordé à la wilaya au titre du programme quinquennal de développement 2010-2014. Ce quota de 100 LPA fait suite à une première tranche de 300 unités similaires, qui avait été attribuée à leurs bénéficiaires au début de l'année en cours, et sera suivi de l'attribution de 300 autres dans les deux prochains mois, a indiqué à l'APS le wali de Laghouat, Ahmed Meguelli. Il a été tenu compte dans les aménagements extérieurs de ce programme de logements de type F3 la réalisation d'aires de jeu et d'espaces verts, en plus de leur proximité de structures de santé et de l'éducation. Dans leurs impressions recueillies par l'APS, des bénéficiaires ont affiché leur satisfaction quant à la conception architecturale adoptée dans la réalisation de ces logements ainsi que la qualité des matériaux utilisés et des travaux. Avec l'attribution de la tranche restante, la wilaya de Laghouat aura finalisé la totalité du programme LPA qui lui a été accordé, selon les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

R. R.



Sahara occidental

Lopez dénonce la condamnation «arbitraire» du journaliste Waleed Al Batal

■ La députée européenne, Paloma Lopez, a dénoncé le caractère «arbitraire» des accusations et des procédures judiciaires qui ont mené à la condamnation du journaliste sahraoui Waleed Al Batal, à 14 mois de prison, exhortant l'Union européenne (UE) à faire pression sur les autorités marocaines d'occupation afin d'obtenir sa libération ainsi que celle de son père Salek Al Batal.

Par Amel D.

«Le caractère arbitraire des accusations et des procédures judiciaires témoignant de la nature coloniale de l'administration marocaine dans les territoires occupés du Sahara occidental», a-t-elle écrit dans une question adressée à la Commission européenne. Selon Paloma Lopez, la peine prononcée contre le journaliste sahraoui, Waleed Al Batal, est un acte de représailles en raison de son activisme légitime et pacifique en faveur des droits de l'homme au Sahara occidental. «Il a été condamné par représailles suite à sa participation à Smara aux manifestations pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui», a-t-elle affirmé, dénonçant l'arrestation du père du journaliste sahraoui, Salek Al Batal, accusé également d'avoir participé à des manifestations similaires à Smara en 2009.

L'eurodéputée s'est interro-



gée, à ce titre, sur les mesures prises par l'UE pour que la peine prononcée à l'encontre de Waleed Al Batal soit annulée et pour que ce journaliste et son père soient libérés. Paloma Lopez a regretté que l'Union européenne (UE) se limite à répéter, à chaque fois, qu'elle est interpellée sur la situation des droits de l'homme au Sahara occidental, qu'elle les surveillent et qu'elle poursuit le dialogue politique avec le Maroc sans

même soulever la possibilité d'imposer des sanctions, étant donné que la situation «s'aggrave». La députée européenne a considéré, dans ce contexte, que les réformes judiciaires menées par l'UE dans sa tentative d'éliminer les méthodes coloniales de l'administration marocaine, ont échoué. Le 5 décembre 2016, un tribunal de première instance du Sahara occidental a condamné M. Waleed Al-Batal à 14 mois de pri-

son. Ce dernier réfute toutes les accusations portées à son encontre après sa participation à une manifestation pacifique en faveur des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels au Sahara occidental. Si la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini affirme connaître la situation de Waleed Al-Batal pour s'être informé auprès du Conseil national marocain des droits de l'homme (CNDH), elle soutient, en revanche, ne détenir aucune information sur le cas de son père Salek Al-Batal. Néanmoins, Mogherini a assuré que «l'UE exprime régulièrement ses préoccupations» concernant les cas présumés de mauvais traitements ou de non-respect de la liberté d'expression. «Notre dialogue politique va de pair avec notre soutien convaincu et ferme à travers nos programmes de soutien financier aux institutions et à la société civile pour réformer le système judiciaire au Maroc pour qu'il soit conforme

aux normes internationales et à la Constitution», a-t-elle écrit dans sa réponse à Paloma Lopez. La chef de la diplomatie européenne a rappelé son soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui prévoira l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations unies.

A. D./APS

Mauritanie

Report du référendum constitutionnel au 5 août

Le Conseil des ministres mauritanien a décidé de reporter au 5 août le référendum constitutionnel prévu le 15 juillet. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a demandé au gouvernement de prolonger de trois semaines le recensement administratif à vocation électorale destiné à mettre à jour les listes électorales qui datent de 2014. En effet, les Mauritanien(ne)s ne se bousculent pas pour s'inscrire sur ces listes et une faible participation pourrait nuire à la crédibilité du scrutin. D'autre part, en raison du ramadhan qui s'achève fin juin, la campagne électorale aurait été très courte. Ce référendum voulu par le président Mohamed Ould Abdelaziz est destiné à modifier la Constitution en supprimant le Sénat, en créant des conseils régionaux élus, en sup-

primant la Haute Cour de Justice, le Haut Conseil islamique et le médiateur de la République, tous trois intégrés dans le Conseil supérieur de la fatwa. Enfin, deux bandes rouges seraient adjointes au drapeau mauritanien et quelques paroles rajoutées à l'hymne national en hommage aux martyrs de la nation.

Guérilla contre le président

Ce projet a eu pour effet de diviser les deux forces en présence. Dans le camp présidentiel, les sénateurs se sont rebellés contre la perspective de leur disparition, quoique majoritairement membres de l'Union pour la République (UPR) qui soutient le référendum. Après avoir voté contre le projet de

loi constitutionnel et obligé le président à recourir au référendum, ils se livrent à une véritable guérilla contre le pouvoir. C'est ainsi qu'ils ont reporté l'examen du projet de loi de finances rectificative qui comporte les 5 milliards d'ouguiyas nécessaires à l'organisation du scrutin, afin de tenter d'empêcher celui-ci. Dans l'opposition, la confusion n'est pas moindre. Principal regroupement anti-Abdelaziz, le Forum national pour la démocratie et l'unité (FNDU) est divisé entre les partisans d'un boycott pur et simple (les islamistes de Tawassoul ou l'Union des forces de progrès-UFP) et ceux qui préconisent un vote «non» (Pacte national pour la démocratie et le développement-Adil, Convergence démocratique nationale-CDN ou Mouvement pour la Refondation-MPR).

Halim O./Agences

Libye

Les Emirats brisent un embargo sur les armes

Les Emirats arabes unis ont fourni des hélicoptères de combat et des avions militaires aux forces des autorités libyennes parallèles, commandées par le maréchal Khalifa Haftar, enfreignant un embargo de l'ONU sur les armes, selon un rapport des Nations unies. L'armée nationale libyenne (ANL), autoproclamée par le maréchal Haftar, refuse de reconnaître le gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli et appuyé par la communauté internationale, dont l'ONU.

Elle contrôle désormais les villes et bases militaires importantes du sud désertique libyen. «Les Emirats arabes unis ont fourni à la fois un soutien matériel et un soutien direct à l'ANL, ce qui a nettement augmenté son appui aérien», indique le rapport élaboré par des experts de l'ONU et envoyé au Conseil de sécurité en mai. «L'aide extérieure aux groupes armés, en matière de soutien direct, d'entraînement et d'assistance technique a également augmenté», souligne le rapport. La Libye est plongée

dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Les experts onusiens ont pu remonter la piste de livraisons d'hélicoptères de combat fabriqués au Bélarus jusqu'aux Emirats arabes unis et ont présenté des photos montrant leur présence sur la base aérienne d'al-Khadim, dans l'est de la Libye, bastion de Haftar. Les experts cherchaient à confirmer des informations indiquant que les hélicoptères de combat Mi-24p avaient été livrés à l'ANL en avril 2015. Le Bélarus leur a

confirmé que quatre hélicoptères avaient été vendus aux Emirats en 2014. Les experts ont également déterminé que les Emirats avaient fourni au moins un appareil At-802i à l'ANL et ont confirmé que des véhicules blindés provenant de sociétés basées aux Emirats avaient été livrés à ces forces à Tobrouk, en avril 2016. Les Emirats arabes unis n'ont pas donné suite aux demandes de clarifications présentées par les experts de l'ONU, selon le rapport.

F. T./Agences

Tunisie La politique anticorruption va se poursuivre

LA POLITIQUE anticorruption en Tunisie va se poursuivre, a promis le gouvernement, en appelant à «la patience» et en se défendant de toute «sélection» dans les cibles. «Il ne s'agit pas d'une campagne mais d'une politique d'Etat (...). Il y a une stratégie complète sur laquelle nous sommes en train de travailler», a déclaré, lors d'une conférence de presse, le porte-parole du gouvernement, Iyed Dahmani. «Nous croyons en la démocratie et aux droits de l'Homme et nous voulons que la Tunisie soit une vraie démocratie», a-t-il dit. Le porte-parole du gouvernement a appelé mercredi à «un peu de patience». Quinze jours, «c'est une période plus que courte pour se prononcer sur les résultats de la politique du gouvernement dans la lutte anticorruption. L'Italie a combattu la mafia pendant dix ans», a dit M. Dahmani. «Cette action va se poursuivre et les enquêtes (...) vont conduire à l'avenir à démanteler le reste de ces réseaux», a-t-il ajouté, assurant que le gouvernement ne menait pas de campagne «sélective» comme il en a été soupçonné. «Les Tunisiens ne se partagent pas en citoyen de première et de seconde catégorie. Tout responsable de l'Etat, qu'il soit gouverneur, ministre (...) ou directeur général, reste un citoyen à qui s'applique la loi», a-t-il argué. Dans un entretien accordé à deux quotidiens nationaux, le Chef du gouvernement Youssef Chahed, qui avait fait de la lutte anticorruption une priorité dès sa prise de fonctions l'été dernier, a dit vouloir «mettre en pièces» ce fléau.

R. M.



Trump rassure ses alliés de l'Otan

L'Amérique les défendra si besoin

■ Donald Trump a rassuré vendredi ses alliés de l'Otan : ils peuvent compter sur les États-Unis en cas d'agression. Le président américain a ainsi tenté de dissiper l'inquiétude qu'il avait suscitée en mai lors de son premier sommet de l'Alliance.

Par Rosa F.

Le milliardaire républicain, grand pourfendeur du déséquilibre des dépenses dans cette alliance militaire – les 28 autres membres ne contribuant pas suffisamment à ses yeux –, avait choqué le 25 mai à Bruxelles lorsqu'il avait omis de s'engager explicitement pour la défense collective en cas d'attaque contre l'un de ces pays. «J'engage les États-Unis sur l'article 5», qui prévoit que les alliés volent au secours d'un des leurs en cas d'agression extérieure, a affirmé vendredi Donald Trump lors d'une conférence de presse conjointe à la Maison Blanche avec le président roumain Klaus Iohannis.

Le président américain répondait à une question sur la «menace de la Russie», dont les ambitions régionales inquiètent de nombreux pays d'Europe de l'Est, notamment depuis l'invasion de la Crimée début 2014.

«Evidemment, nous sommes là-bas pour protéger. C'est l'une

des raisons pour lesquelles je veux qu'on s'assure d'avoir une force très, très puissante en payant le genre de sommes nécessaires pour avoir cette force», a ajouté Donald Trump, qui demande depuis des mois aux alliés de dépenser davantage en matière de défense.

Une seule fois auparavant, l'article 5 a été invoqué pour engager militairement l'alliance. C'était dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, quand les États-Unis avaient demandé le soutien de l'Otan dans sa «guerre contre le terrorisme».

Le président Trump, qui a pourtant dévoilé un débris du World Trade Center lors du sommet à Bruxelles, avait alors généré une onde d'incertitude parmi les alliés. Pour beaucoup, l'omission du pensionnaire de la Maison Blanche marquait un tournant et, selon les paroles de la chancelière allemande Angela Merkel, les Européens devaient «prendre leur destin en main».

Ces inquiétudes dissipées, Donald Trump a toutefois marte-



P. A. D. R.

lé vendredi son leitmotiv : les alliés doivent mettre la main à la poche. Il a pour cela pris en exemple la Roumanie, au côté du président Iohannis, dont il a vanté les efforts pour porter à plus de 2% du PIB sa contribution à l'Alliance.

«Nous espérons, a-t-il souligné, que nos autres alliés de l'Otan suivront l'exemple roumain, répondront à leurs obligations financières et partageront leur part du coût de la défense».

«Je suis un partisan du renforcement de l'Otan (...) parce qu'ensemble, nous pouvons faire face aux défis sécuritaires auxquels le monde fait face», a-t-il encore expliqué. Pour le magnat de l'immobilier, ses «actions» de

dénonciation des pays qui n'assument pas leur part du fardeau financier portent déjà leurs fruits. «L'argent commence à affluer», s'est-il ainsi réjoui. «D'autres pays commencent à réaliser qu'il est temps de payer. (...) Très fier de ce fait».

De son côté, le président roumain n'a rien trouvé à redire au discours de Donald Trump à Bruxelles, pas plus qu'à ses demandes d'augmentation de la participation financière des alliés. «Les dépenses militaires sont compliquées. Vous avez besoin de beaucoup d'argent, parce que l'Otan est la plus forte alliance que la Terre ait connue», a affirmé Klaus Iohannis.

«Donc nous devons dépenser

pour la défense. Dépenser de l'argent, quand vous êtes une alliance, signifie que tout le monde doit dépenser», a-t-il ajouté, reconnaissant que ce message était diversement accueilli parmi les pays concernés. Quelques minutes après cette conférence de presse commune, la Maison-Blanche a annoncé la visite officielle prochaine du président Trump en Pologne, autre pays européen membre de l'Otan.

But de la visite, selon l'exécutif : «Montrer que le renforcement de la défense collective au sein de l'Otan est une priorité». Le ton, clairement, a changé.



Points chauds

Opposition

Par Fouzia Mahmoudi

Si les socialistes vivent de très durs moments, certains pensent même que ce sont les derniers, le PS, surtout en cas de lourdes défaites aux législatives, a toutes les chances d'imposer, la droite aussi souffre de la concurrence du parti présidentiel pour les prochaines élections, La République En Marche !. François Baroin, qui avait soutenu jusqu'au bout le candidat Fillon lors de la présidentielle, espérait remporter assez de sièges lors des législatives pour former une opposition solide et cohérente face à Emmanuel Macron et son gouvernement. Mais les sondages ne sont pas favorables aux Républicains qui souffrent eux aussi de fortes perturbations internes. En effet, dans une interview parue il y a quelques jours, Baroin est revenu sur la dernière campagne présidentielle, lors de laquelle Les Républicains ont été emportés par la vague Macron. Annoncé grand favori de la dernière élection présidentielle, François Fillon est tombé de très haut en ne se classant que troisième du premier tour, plombé par les affaires judiciaires le concernant. À quelques jours du premier tour des élections présidentielles, Les Républicains pensent encore les plaies de cette défaite inattendue, sous le leadership du maire de Troyes. Ce dernier regrette notamment le manque de leadership naturel à droite. «Jusqu'à Nicolas Sarkozy, notre leader s'est toujours imposé naturellement. Après la défaite de 2012, la droite a choisi la voie de la primaire pour désigner son chef. Avec le recul, je considère que cela nous a affaiblis. La primaire nous a tués», a-t-il ainsi déclaré. «Si (le projet de François Fillon) avait été le meilleur, il nous aurait permis de franchir le premier tour de la présidentielle». D'autre part, si Baroin reconnaît une «légitimité incontestable» à Macron, il loue également son «audace, celle d'avoir défié en très peu de temps le président et le Premier ministre sous le quinquennat précédent». «Macron veut un parti unique, afin de repousser vers les extrêmes ceux qui ne veulent pas s'aligner», estime toutefois François Baroin, qui évoque une «pente dangereuse». Quant à son avenir politique, Matignon semble toujours d'actualité : «Je me prépare depuis longtemps pour cette fonction. Je sais exactement ce que j'y ferai. J'aime arbitrer et trancher». Mais cette décision appartient aux Français qui devront décider si après avoir élu le candidat du parti En Marche ! ils souhaitent que ce dernier soit capable d'appliquer son programme ou s'il est préférable de lui donner une majorité parlementaire d'opposition qui lui liera les mains et rendra son élection inutile.

F. M.

Pakistan

L'EI affirme avoir tué deux Chinois enlevés en mai

Le groupe jihadiste État islamique a affirmé jeudi avoir tué deux Chinois enlevés par des hommes armés le 24 mai au Baloutchistan, province instable du sud-ouest du Pakistan, où ils travaillaient. L'EI a revendiqué, dans un communiqué via l'agence Amaq, l'assassinat des deux Chinois «détenus dans le canton de Mastuq», dans cette province. Ni les autorités chinoises, ni les autorités pakistanaises, n'ont pour l'heure confirmé les décès.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a indiqué qu'il cherchait «à vérifier des informations pertinentes par des canaux divers, y compris avec les autorités pakistanaises».

«Nous avons pris note de différents rapports et nous exprimons notre profonde préoccupation. Nous avons essayé de libérer les deux otages au cours des derniers jours», a déclaré une porte-parole du ministère, Hua Chunying, citée par l'agence de presse chinoise Xinhua. Quelques heures auparavant, l'armée pakistanaise avait

annoncé avoir mené une opération contre le groupe jihadiste plus tôt en juin, dans laquelle jusqu'à 15 membres du groupe Lashkar-e-Jhangvi Al-Almi (LeJA), qui discutait avec l'EI de l'établissement d'une base au Baloutchistan, avaient été tués.

Les deux travailleurs chinois avaient été enlevés à Quetta, capitale du Baloutchistan. Le numéro deux de l'ambassade de Chine au Pakistan, Lijian Zhao, avait indiqué à l'AFP que les deux victimes étudiaient l'ourdou, langue nationale pakistanaise, dans un centre linguistique.

Les investissements chinois se développent au Pakistan voisin dans le cadre du CPEC, une ambitieuse liaison routière et de télécommunications annoncée en 2015 qui vise à relier l'ouest de la Chine à la mer d'Arabie en traversant le Pakistan du nord au sud. Cela comprend la construction de routes, d'installations énergétiques, d'un important port à Gwadar sur la côte du Baloutchistan et d'autres infra-

structures dont Islamabad espère qu'elles relanceront son économie. Conséquences : le nombre de Pakistanais cherchant à apprendre le mandarin a beaucoup augmenté ces dernières années, dans la perspective de l'arrivée de milliers d'expatriés chinois supplémentaires et d'emplois dans des entreprises chinoises.

Le Baloutchistan, région riche en ressources minières, est secoué depuis 2004 par une insurrection séparatiste et des violences islamistes, qui ont fait des centaines de morts.

Frontalière de l'Iran et de l'Afghanistan, c'est la plus vaste mais aussi la plus pauvre des provinces pakistanaises. Ses quelque sept millions d'habitants se plaignent d'être marginalisés, et spoliés de la part des ressources naturelles leur revenant.

Avec la multiplication des opérations militaires et des projets de développement, la violence y a néanmoins beaucoup baissé ces dernières années.



Maison de la culture Ali-Zaâmour de Bouira

Lounis Aït Menguellet enflamme la scène

■ Le troubadour de la chanson kabyle, Lounis Aït Menguellet, a enflammé vendredi soir la grande salle de la maison de la culture Ali-Zaâmour de Bouira, lors d'un concert inoubliable ayant drainé un public nombreux, des familles notamment venues de plusieurs coins de la wilaya.

Par Abla Selles

C'est dans une salle archicomble que l'artiste Aït Menguellet a donné le coup d'envoi à la soirée, interprétant la chanson *Thiregwa*, englobant les meilleurs de ses anciens tubes qui ont fait vibrer l'assistance. Il en a subjugué plus d'un lors de ce gala. La vedette Lounis a, en effet, drainé, comme à l'accoutumée, la grande foule, et a rassemblé des générations de ses admirateurs. Du grand-père ou de la grand-mère aux petits-enfants, ce qui a créé de belles scènes de joie et d'ambiance.

Durant la soirée, le chanteur, qui vient de célébrer le cinquantenaire de sa carrière d'artiste et de chanteur, a magistralement remonté le fil des années. C'est vers 22h15 que cette même assistance, assoiffée d'une poésie forte et dense, d'un style musical sobre et beau, a accueilli comme il se doit son idole. Ainsi, l'homme au verbe incisif et aux textes frappés de

bon sens a réussi à avoir cette force pour satisfaire son public par un bouquet d'anciennes chansons notamment *Daghriw Ourezgragh Levhar*, *Esligh Iwtaxi*, *Maselvagh Lakhvar siwd-hith*, ou bien encore *Ouirghas thavras neslam Ouridherrara*, des chansons d'amour très appréciées par le public. D'ailleurs, où peut-on trouver ce beau cliché, celui de voir toutes les femmes et filles présentes reprendre en chœur les œuvres du chanteur.

Visiblement en forme malgré quelques soucis de santé et d'âge aussi, l'homme à la moustache, un vrai ciseleur du verbe, a également émerveillé son public par d'autres morceaux pleins de sagesse et de philosophie, tels que l'immortel *Argaz Mathkhousith Thides oula disdikhdem limin* et *Nellid Alnenagh Aqlis dyellik* en hommage à la femme, ainsi que les fameuses chansons *Kechini rouh nek Adeqimegh*, *Yavah negh yakhsar ayma thenghayi* et enfin *Ayavarwaq el hal idhaq*, exécutées avec art et finesse grâce à



sa sublime voix, son orchestre et le soutien indéfectible de son fils Djaffar qui l'accompagnait avec sa merveilleuse flûte.

A la fin de chaque chanson, Aït Menguellet est remercié par

un tonnerre d'applaudissements. Une ambiance festive et chaleureuse régnait dans la salle de la maison de la culture ainsi que sur l'esplanade où un écran géant a été installé pour per-

mettre au grand public d'admirer la poésie et la musique de Lounis.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre, Lounis Aït Menguellet, avec sa timidité légendaire, a indiqué que c'est toujours un plaisir de se produire à Bouira. Pour sa part, le wali de Bouira ainsi que les responsables locaux de la culture ont saisi cette occasion pour rendre hommage à leur hôte et l'inviter pour d'autres galas et concerts prévus prochainement à Bouira.

A. S.

Journées du malouf pour les jeunes à Souk Ahras

Une forte affluence du public

Le public a pleinement adhéré aux strophes des mélodies andalouses du spectacle d'ouverture de la première édition des Journées du malouf pour les jeunes de Souk Ahras. Lors de la soirée inaugurale de cette manifestation coïncidant avec la célébration de la Journée de l'artiste (8 juin), l'association locale de musique andalouse «Ezzahra» et l'association «Souleïmania» de Hadjout (Tipasa) ont fait voyager les jeunes et les familles, fortement présents dans la salle «Miloud-Tahri», dans les profondeurs de l'art authentique, et ce, jusqu'à une heure tardive de la nuit.

Sous les applaudissements du public, les deux associations ont interprété plusieurs strophes de la musique andalouse algérienne très appréciée par les présents avides de ce genre de rendez-vous artistique.

Le directeur local de la culture, Tahar Arris, a indiqué, en marge de la séance inau-

gurale de cette manifestation, devant s'étaler sur trois jours, que cette édition a vu la participation de 70 jeunes musiciens, dont l'âge se situe entre 10 et 21 ans, représentant les associations «El Maghdiria» (Mascara), «Inchirah» (Constantine), «Souleïmania» (Tipasa) en plus des associations «Ezzahra» et «Baraïm El Andalous de Sedrata», issues de Souk-Ahras.

Ce responsable a également affirmé que cette manifestation vise principalement à déterminer le niveau et le degré de formation dans le domaine de la musique andalouse algérienne ainsi que l'enrichissement de la scène culturelle locale.

De son côté, le chef d'orchestre de l'association «Souleïmania» de Tipasa, Mohamed Titouamane, a précisé que cette manifestation a pour but de favoriser les échanges entre les trois écoles, «El Gharnatia» de Tlemcen, «Sanaâ» d'Alger, et celle du malouf

de Constantine.

Il a appelé, à ce propos, à encourager ce genre de manifestations pour préserver le patrimoine andalou en boostant les associations artistiques de malouf, mais aussi à la nécessité de créer des instituts de formation pour transmettre cette musique aux nouvelles générations.

Quant au président de l'association «Ezzahra» de Souk Ahras, Djamel Zellaki, il a fait remarquer que cette édition vise à découvrir de nouveaux talents, conviant les autorités de la wilaya à ouvrir des espaces pour permettre aux jeunes de pratiquer ce genre musical.

Cette manifestation, organisée par la direction de la culture en collaboration avec la maison de la culture «Tahar-Ouetta» et l'association Ezzahra, se poursuivra jusqu'à dimanche prochain.

L. B.

Célébration de la journée nationale de l'artiste à Tissemsilt

Une trentaine d'homme d'art bénéficient de la carte professionnelle

Trente hommes d'art et de culture de la wilaya de Tissemsilt ont reçu des cartes d'artistes à l'occasion de la journée nationale de l'artiste célébrée à la maison de la culture «Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem» de la wilaya. La cérémonie de distribution des 30 cartes au profit de ces artistes de la wilaya, qui actinent dans des domaines importants tels que les arts plastiques, le théâtre, la

musique, la chanson et la poésie populaire, a été présidée par le wali, Abdelkader Benmessaooud.

Lors de l'évènement, un membre de la troupe folklorique du genre Bédoui de la commune d'El Ayoun, feu Achouch Kaddour, a été honoré à titre posthume. Ses compagnons, qui continuent de servir et perpétuer ce patrimoine, ont reçu des attestations de reconnaissance

et autres cadeaux symboliques. Le directeur de la culture de la wilaya, dans son intervention, a mis en exergue les efforts déployés par les artistes locaux dans la promotion des arts et la création artistique.

Célébrer la Journée nationale de l'artiste est une occasion pour saluer et valoriser la famille artistique au niveau local et national, a-t-il estimé. Ces festivités ont été marquées par une soirée

artistique animée par l'association «Nassaim El Andalous» de la commune de Tissemsilt, qui a gratifié le public par de belles chansons andalouses, suivies de danses folkloriques exécutées merveilleusement par les associations «El Fan El Folklori» d'Ayoun, «El Hanaa» et «Ouled Sidi Houari» de la ville de Tissemsilt, qui continuent à refaire revivre cet art authentique.

D. R.

Rendez-vous culturels

Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA)

Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photo intitulée *Ikbal/Arrivées* : «Pour une nouvelle photographie algérienne».

Théâtre plein air de Sablettes

12 juin :

Variété musicale avec Hassiba Abderaouf.

13 juin :

Soirée rai avec Kader Japoni.

14 juin :

Soirée musicale animée par Kamel Aziz.

15 juin :

Lounis Aït Menguellet anime une soirée de chansons kabyles.

Port Djamilia de Aïn Benian

12 juin :

Cheb Toufik anime des soirées artistiques.



Coup-franc direct

Les mauvais choix des clubs

Par Mahfoud M.

Certains clubs continuent à faire les mêmes erreurs et les mêmes mauvais choix. En effet, l'USMA est en passe de rééditer le coup. Ainsi, il y a quelques années, les Rouge et Noir avaient joué la finale de la Ligue des champions d'Afrique au stade de Bologhine face au TP Mazembé et disputé un match de compétition continentale face au Ahly du Caire au même stade et ce, pour soi-disant faire pression sur l'adversaire. Il faut rappeler que les Algérois avaient été humiliés en perdant les deux rencontres, mais l'humiliation a été plus grande face au Ahly qui leur a laissé les souliers spécial tartan dans les vestiaires pour leur dire qu'un match de football se joue sur du gazon et non sur le tartan. La direction de la formation de Soustara ne retient pas la leçon et refait donc les mêmes erreurs. Elle insiste pour jouer dans ce petit stade de Bologhine qui n'est pas fait pour y disputer ces grands matchs, mais personne ne le leur dit en face. Sont-ils aussi sûrs de remporter le match face au Zamalek en jouant dans cette arène ? Non, bien sûr, car la formation égyptienne a l'habitude de la pression, elle qui a remporté plusieurs titres continentaux. Alors, attendons pour voir.

M. M.

Naples

Ghoulam devrait prolonger

LE CLUB italien de Naples (Serie A) serait parvenu à un accord pour prolonger le contrat de l'international algérien Faouzi Ghoulam, rapporte vendredi *La Gazzetta dello Sport*. Naples aurait quasi finalisé la prolongation du latéral gauche algérien de 26 ans. Libre en juin 2018, l'ancien sociétaire de l'AS Saint Etienne (Ligue 1 Française) devrait remplir pour trois saisons avec un salaire de deux millions d'euros par an, précise la même source. Alors que Liverpool serait notamment intéressé par les services de l'Algérien, le club du président

Aurelio De Laurentis devrait uniquement régler un dernier détail au niveau des commissions. Ghoulam, se trouve actuellement en stage avec la sélection algérienne, au Centre technique national de la FAF à Sidi Moussa (Alger). Il avait pris part au match amical des Verts contre la Guinée (2-1) disputé mardi dernier au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Faouzi prépare la rencontre de l'Algérie contre le Togo prévue aujourd'hui 11 juin à 22h00 à Blida, pour le compte de la première journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations 2019 au Cameroun.

Karaté

La WKF s'ingère dans le problème de la FAKT

LA FÉDÉRATION internationale de karaté (WKF) a demandé au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) de «faciliter» l'organisation d'une assemblée élective et de trouver dans «un délai de 45 jours» une solution au «dysfonctionnement» que vit la Fédération algérienne de karaté-do (FAK) depuis plusieurs mois.

«Nous avons le regret de vous informer que nous avons enregistré des dépassements et dysfonctionnement en contradiction avec les textes et règlements de la WKF et la charte olympique au sein de la Fédération algérienne de karaté depuis la démission du président sortant au mois d'avril 2016 à ce jour et qui doivent trouver leur solution dans un délai ne dépassant pas les 45 jours», a indiqué la Fédération internationale de karaté dans une correspondance adressée au ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali. Aoubaker Mekhfi a été désigné fin mai par le MJS à la tête d'un directoire pour gérer les affaires de la FAK en attendant l'organisation d'une assemblée générale

élective (AGE), une décision qui ne semble pas plaire à l'instance mondiale. «(...) Nous vous saurions gré de bien vouloir procéder à la dissolution de tout organe non élu de la Fédération algérienne et de faciliter l'organisation par les membres de l'Assemblée générale d'élections libres», ajoute la WKF. Le directoire est composé de Sekiou Amina, Ould Hamouda Ahmed, Debah Mohamed, Ben Mouffok Mimoun, Meftah Amar, Hachi Zoubir, Benbekhma Mouloud et Trad Mohamed Lamine. Depuis la démission de l'ancien président, Fateh Benathmane, le 30 avril 2016, les affaires de la Fédération algérienne de karaté-do étaient gérées par Chérif Tibihare, mais sans pour autant arriver à changer le climat malsain qui règne au sein de l'instance fédérale depuis son installation. Reportée à cinq reprises, l'assemblée générale ordinaire de la FAK s'est déroulée finalement le 1^{er} avril dernier en présence de 52 membres dont 44 à voix délibérative (32 ligues et 12 clubs).

Eliminatoires de la CAN 2019/Algérie-Togo ce soir Les Verts pour débiter en force

■ C'est ce soir que débute une nouvelle aventure pour l'Equipe nationale qui entamera les éliminatoires de la CAN 2019 avec ce match qui l'opposera au Togo au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Par Mahfoud M.

La rencontre revêt une importance particulière pour le nouveau sélectionneur des Verts, l'Espagnol Lucas Alcaraz qui souhaite débiter avec un succès qui lui permettra de prendre une option pour se qualifier à la phase finale qui se déroulera au Cameroun. Nul doute que le match s'annonce très difficile face aux Eperviers qui se déplacent en Algérie pour tenter un résultat probant. Les poulaains du Français Le Roy, même s'ils savent que leur mission ne sera pas de tout repos, restent quand même déterminés à créer des problèmes aux Fennecs et pour-quoi pas tenter de les piéger à domicile. Pour l'EN, seule la victoire compte lors de cette rencontre car les trois points leur permettront de bien gérer la suite de ces éliminatoires. Il faudra, en effet, remporter tous les matchs à domicile et revenir



Les Verts prêts pour un nouveau défi

avec le maximum de points de l'extérieur de ses bases. Les Verts savent ce qui les attend et sont décidés à l'emporter comme l'avoueront les joueurs. «Il faut gagner ce match, il n'y a pas d'autre alternative», dira le meneur de jeu de la sélection nationale, Ryad Boudebouz, qui reconnaît que ce ne sera pas facile et que l'adversaire dispose d'une équipe robuste. Il reste quand même optimiste et avoue que l'EN dispose de qualité pour

battre n'importe quelle équipe. En tout cas, la sélection nationale devra être très vigilante surtout face à un attaquant aussi aguerri qu'Adebayor qu'il faudra museler et ne pas lui laisser trop d'espace puisqu'il est capable de brûler la politesse à n'importe quel défenseur et planter une banderille à notre portier. Aussi, notre attaque devra être bien en place pour trouver la faille et déjouer la défense togolaise.

M. M.

ES Tunis

Belkaroui entre Moreirense et le Zamalek

Le défenseur international algérien Hicham Belkaroui, qui devrait quitter cet été l'Espérance de Tunis (Ligue 1 tunisienne de football), est convoité par Moreirense (Portugal) et le Zamalek (Egypte) en vue d'un éventuel transfert, rapporte vendredi la radio Mosaïque FM. Moreirense a même formulé une offre officielle pour le recrutement de l'international algérien. En Afrique, c'est le Zamalek qui a contacté officiellement l'EST dans le but

de s'attacher les services du défenseur central algérien, précise la même source. L'ancien joueur de l'USM El-Harrach (Ligue 1/Algérie) est encore lié pour un an avec les Sang et Or, soit jusqu'au 30 juin 2018. Le natif d'Oran avait rejoint l'Espérance l'été dernier pour un contrat de deux ans après une courte expérience de six mois avec National Madeira (Div.1 portugaise). Il avait porté les couleurs du Club Africain (Ligue 1/Tunisie) durant deux ans

(2014-2016). Le joueur âgé de 26 ans avait pris part avec l'équipe nationale à la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon. En revanche, il n'a pas été retenu dans le groupe convoqué par le nouveau sélectionneur national l'Espagnol Lucas Alcaraz pour le match amical face à la Guinée disputé mardi dernier à Blida (2-1) et le Togo dimanche, comptant pour la 1^{re} journée (Gr.D) des qualifications de la CAN-2019.

ES Sétif

Meloui pense que la consécration de l'Entente est méritée

Le défenseur de l'Entente de Sétif (ligue 1 Mobilis), Farid Meloui, a affirmé qu'après l'élimination précoce de son équipe de la ligue des champions africaine en début de saison, tous les observateurs avaient remis en cause les capacités du club à jouer les premiers rôles dans le championnat de ligue 1 Mobilis. Meloui a dans une déclaration affirmé que «la disqualification de l'Entente par la Confédération africaine de football suite aux incidents ayant émaillé la rencontre l'opposant à Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), comptant pour la première journée de la phase de poules de la

Ligue des Champions, avait laissé à penser que l'équipe n'allait pas se relever d'une telle désillusion et disputer les premières places du championnat». Véritable traumatisme pour un effectif qui espérait au moins atteindre le dernier carré de la plus prestigieuse des compétitions africaines, cette regrettable disqualification avait poussé de nombreux spécialistes à douter des capacités du club à passer outre ses déboires et de revenir sur le devant de la scène nationale, a-t-il ajouté. «La culture de la gagne, qui caractérise l'Entente de Sétif a permis l'équipe de vite se remettre sur rails et

de surmonter la déception de l'élimination en ligue des champions, notamment en réalisant durant la phase retour du championnat, une série de six victoires d'affilée et d'engranger 18 précieux points dans la course au titre».

Concernant la demi-finale de la Coupe d'Algérie contre le MC Alger prévue le 24 juin prochain, Meloui a affirmé que si l'heure était encore en ce moment à la célébration du sacre de champion d'Algérie, «l'équipe est plus que jamais déterminée pour aller chercher la neuvième coupe d'Algérie dans l'histoire du club».

Ligue des champions d'Afrique (Gr. B/4^e journée) USM Alger-Zamalek

Le Sud-Africain Victor Miguel de Freitas Gomes arbitre

La rencontre USM Alger - Zamalek d'Egypte prévue le 21 juin au stade du 5-Juillet d'Alger (22h00) dans le cadre de la 4^e journée (Gr. B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football sera

dirigée par l'arbitre sud-africain Victor Miguel de Freitas Gomes, a annoncé vendredi le club caïroise sur son site officiel. Victor Miguel de Freitas Gomes sera assisté de ses compatriotes Lindikhaya Bolo et Sandile

Dilikane, précise la même source. Les deux équipes se sont neutralisées vendredi dernier au stade Bordj al-Arab d'Alexandrie (1-1) pour le compte de la 3^e journée, le Zamalek ayant égalisé dans le temps additionnel du match.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

RND

Les mises au point de Ouyahia

LE SECRÉTAIRE général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a réitéré samedi à Alger son soutien au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et au Gouvernement Abdelmajid Tebboune dans la mise en œuvre du programme présidentiel.

«Nous avons réitéré notre soutien au président de la République et nous avons assuré de notre appui le gouvernement de notre pays pour la mise en œuvre du programme présidentiel et dans toutes ses démarches à commencer par son programme d'action qui sera présenté dans les prochains jours devant les membres de l'Assemblée nationale populaire (ANP) et ensuite devant les membres du Conseil de la nation», a affirmé M. Ouyahia dans son allocution de clôture des travaux de la 3e session du conseil du RND. Revenant sur ses déclarations à l'ouverture des travaux que l'Algérie «a plus que jamais besoin de faire reculer le populisme et la démagogie», qualifiés par certains médias de «critique au gouvernement Sella», M. Ouyahia a déploré l'existence de sites électroniques qui alimentent les journaux de fausses et tendancieuses informations et les instrumentalisent.

Cette fausse interprétation pouvait être évitée d'autant que l'allocution avait été distribuée dans les deux langues arabe et française, a-t-il estimé. «Qui sont les démagogues? Est-ce le gouvernement qui a élaboré la loi de finances 2017 et la loi sur la retraite ou ceux qui l'ont accusé d'abandon des intérêts du peuple et des droits des travailleurs?» s'est-il interrogé. Il a ajouté que de plus amples détails seront donnés lors de la conférence de presse qu'il animera aujourd'hui au siège du parti. Par ailleurs, M. Ouyahia a démenti l'information faisant état de l'éviction du coordinateur de la wilaya de Tizi Ouzou, Taieb Mokaddem, affirmant que cette information est «fausse» et qu'elle a pour but «la déstabilisation des rangs du parti». D'autre part, le Secrétaire général du RND a annoncé le remplacement de 15 membres du conseil national pour plusieurs raisons dont la candidature sur d'autres listes lors des dernières élections législatives, outre des cas de décès ou de démission. M. Ouyahia a fait état également de l'entrée au conseil de 4 nouveaux membres dont Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine en remplacement de feu Miloud Chorf. **Fatah B./APS**

250 kg de kif traité saisis

Six narcotrafiquants arrêtés à Tlemcen et Nâama

SIX NARCOTRAFIQUANTS ont été arrêtés vendredi à Tlemcen et Nâama par un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec des éléments des Douanes, qui ont également saisi une quantité de kif traité estimée à 253,5 kilogrammes, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les éléments des douanes, ont arrêté, le 9 juin 2017 à Tlemcen et Nâama (2° RM), six narcotrafiquants et saisi une quantité de kif traité s'élevant à 253,5 kilogrammes, tandis qu'un autre détachement a intercepté, à Biskra (4° RM), deux personnes en possession de 1 780 comprimés psychotropes», précise la même source. **L. O.**

Oued Sébaou

Le corps sans vie d'un enfant repêché

LE CORPS sans vie d'un enfant a été repêché, avant-hier, par les plongeurs de la Protection civile du cours d'eau du Sébaou dans la commune de Tadmaït (17 km à l'ouest de Tizi Ouzou).

Selon les précisions fournies par la Protection civile de la wilaya, le corps de la victime, âgée de 15 ans, a été retiré du Sébaou vers 16h30 avant son transfert vers le CHU de Tizi Ouzou.

Par ailleurs, la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tizi Ouzou a fait état, hier dans un communiqué, de 10 accidents de la route survenus depuis le début du ramadhan

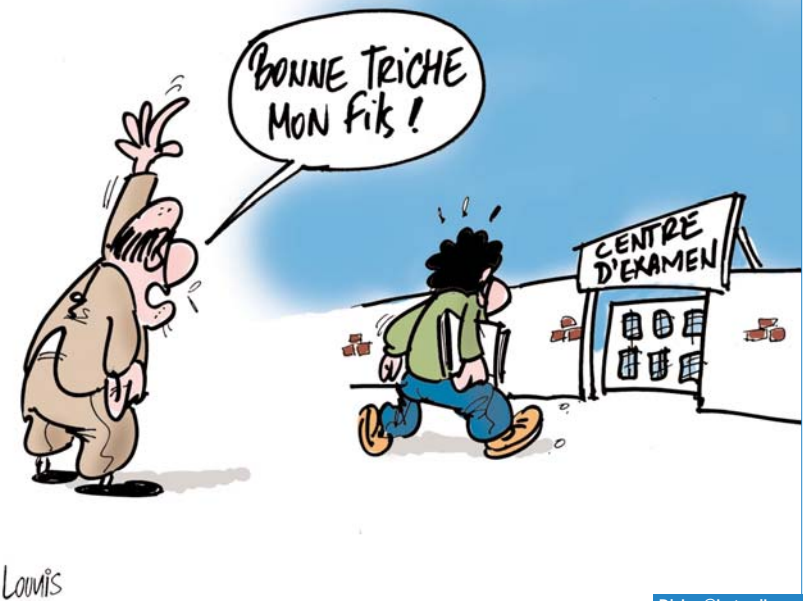
ayant fait un mort et 27 blessés. **H.M.**

Chlef

Trois morts et deux blessés dans un accident de la route

TROIS personnes ont été tuées et deux autres blessées dans un accident de la route survenu vendredi sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de la commune de Harchoun (à l'est de Chlef), a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident est survenu à 08h00 sur l'autoroute Est-Ouest, en direction d'Oran, après une collision entre un véhicule touristique et un camion de marchandises, faisant trois morts (sur place), âgés entre 8 mois et 38 ans et deux blessés (7 et 11 ans), membres de la même famille, indique le chargé de la communication, le lieutenant Larbi Benseddik. Les corps des victimes ont été transférés à l'hôpital d'Ouled Mohamed, au chef-lieu de wilaya, tandis que les blessés ont été hospitalisés au niveau de la polyclinique d'Oued Fodda, selon la même source. **K. L.**

Les épreuves du Bac commencent aujourd'hui



Djalou@hotmail.com

Ministre des Affaires étrangères français

Jean-Yves Le Drian en visite demain en Algérie

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, effectuera lundi une visite de 24 heures en Algérie, a annoncé samedi le Quai d'Orsay.

Par Ghania B.



tions d'amitié et de coopération entre l'Algérie et la France. Ils ont également souligné leur «détermination commune pour conjuguer leurs efforts en vue d'extirper le terrorisme de la

région du Sahel». Les présidents Abdelaziz Bouteflika et Emmanuel Macron ont procédé, par ailleurs, à un échange de vue sur la situation en Libye et au Mali. Les présidents Abdelaziz Bouteflika et l'ancien président François Hollande ont signé en décembre 2012, la Déclaration d'Alger pour dynamiser les relations entre les deux pays. Un Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), réunissant les deux gouvernements et co-présidé par les Premiers ministres des deux pays, a été mis en place et les décisions prises dans ce cadre sont suivies par le Comité mixte économique franco-algérien (COMEFA). **G. B./APS**

Tizi-Ouzou/Résultats de l'examen de fin de cycle primaire Le taux de réussite recule

LA DIRECTION de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou a enfin dévoilé hier, les résultats de l'examen de fin de cycle primaire. Dans un communiqué rendu public, il est précisé que le taux de réussite à cet examen est de l'ordre de 88,56% soit 14 402 élèves reçus des 16 263 candidats présents sur les 16 309 candidats inscrits. Alors que 263 établissements d'un total de 655 ont obtenu un taux de réussite de leurs élèves de 100%. Seulement trois élèves ont obtenu à l'examen la moyenne complète de 10/10. Le taux de réussite est en recul comparativement à celui de l'an dernier qui était, faut-il le rappeler, de 92,91%. Par ailleurs, quelque 20 955 candidats sont attendus ce dimanche à travers les 70 centres d'examen pour subir les épreuves de l'examen du baccalauréat. Le chiffre est en baisse dans la wilaya de Tizi Ouzou comparativement à l'année dernière avec 1 260 candidats de moins. La nouveauté dans l'organisation de l'examen dans la wilaya de Tizi Ouzou est la centralisation des 17 centres de distribution des sujets au niveau de l'académie. Les chefs de centres d'examen achemineront les sujets d'examen pendant toute la durée des épreuves à partir de la direction de l'éducation de la wilaya. **Hamid M.**